



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la Coordination des
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**Arrêté préfectoral DCPAT-2024 n° 420
de prescriptions complémentaires**

**Société SUEZ RR MINERALS FRANCE-Site de SEDA
à CHENILLÉ-CHAMPTEUSSÉ**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques,**

VU le Code de l'environnement et notamment ses livres I et V ;

VU le décret du président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'Etat, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n° 2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 mai 1994 modifié autorisant la Société d'Exploitation des Décharges Angevines (SEDA) à exploiter une unité de traitement par stabilisation et une installation de stockage de déchets dangereux dans son établissement situé CD 191 à Champteussé-sur-baconne, commune déléguée de CHENILLÉ-CHAMPTEUSSÉ ;

VU le courrier de la société SUEZ RR MINERALS FRANCE-Site de SEDA du 30 septembre 2024 sollicitant un dépassement, au titre des années 2024 et 2025, de la quantité maximale annuelle de déchets dangereux admis dans son installation de stockage de déchets dangereux afin de stocker 20 000 tonnes supplémentaires en 2024 et 35 000 tonnes supplémentaires en 2025 ;

VU le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 15 décembre 2021 pour l'extension d'activité jusqu'en 2053 pour l'enfouissement de déchets dangereux et jusqu'en 2042 pour l'enfouissement de déchets non dangereux ;

VU le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation pour une extension d'activité présenté au CODERST du 19 octobre 2023 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 05 décembre 2024 ;

VU les observations de l'exploitant par courriel du 16 décembre 2024 sur le projet d'arrêté préfectoral transmis le 10 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'admission de 20 000 tonnes supplémentaires de déchets, pour l'année 2024 et 35 000 tonnes supplémentaires pour 2025, dans l'installation de stockage de déchets dangereux de la société SUEZ RR MINERALS FRANCE-Site de SEDA est susceptible d'entraîner un dépassement de la quantité maximale annuelle fixée à 55 000 tonnes par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 1994 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'installation de stockage de déchets dangereux de la société SUEZ RR MINERALS FRANCE-Site de SEDA est autorisée à recevoir des déchets contenant de l'amiante ;

CONSIDÉRANT que l'admission de 20 000 tonnes supplémentaires de déchets dangereux en 2024 et 35 000 tonnes supplémentaires en 2025 ne modifie pas le volume d'activité autorisé au sens des critères de classement dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier la capacité totale de stockage n'en étant pas augmentée et le flux journalier maximum de déchets entrants n'étant pas augmenté ;

CONSIDÉRANT que l'admission de 20 000 tonnes supplémentaires de déchets dangereux en 2024 et 35 000 tonnes supplémentaires en 2025 ne modifie pas les conditions techniques d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral du 11 mai 1994 modifié susvisé (volume global autorisé à 2 300 000 m³ jusqu'en 2030, modalités de réaménagement, géométrie des casiers, etc...) ;

CONSIDÉRANT que l'admission de 20 000 tonnes supplémentaires de déchets dangereux en 2024 et 35 000 tonnes supplémentaires en 2025 n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires vis-à-vis des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT le déficit de remplissage de l'installation de stockage de déchets dangereux accumulé depuis le début de son exploitation ;

CONSIDÉRANT le montant des garanties financières constituées pour l'ISDND et l'ISDD pour les années 2024 et 2025 est suffisant ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1 : La Société SUEZ RR MINERALS FRANCE-Site de SEDA est autorisée à recevoir, dans son installation de stockage de déchets dangereux sise à Champteussé-sur-Baconne – commune déléguée de Chenillé-Champteussé, des tonnages additionnels en 2024 et 2025 à hauteur de 20 000 et 35 000 tonnes, en supplément de la quantité annuelle maximale de déchets fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 1994 modifié susvisé.

Article 2 : Le dépassement de la quantité annuelle maximale de déchets (55 000 t/an) n'est autorisé qu'au titre des années 2024 et 2025 et uniquement pour les déchets dangereux.

Rubrique	Désignation	Éléments caractéristiques actuels*	Régime
2760-1	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 1. Installation de stockage de déchets dangereux autres que celles mentionnées au 4	Capacité globale totale finale de l'installation de stockage de déchets dangereux de 2 300 000 m ³ 2024 : 75 000 tonnes maximum de déchets dangereux 2025 : 90 000 tonnes maximum de déchets dangereux directement ou après stabilisation	A
3540 Rubrique IED principale	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Stockage de déchets dangereux : 2024 : 75 000 tonnes maximum de déchets dangereux 2025 : 90 000 tonnes maximum de déchets dangereux 1 000 t/j maximum Stockage de déchets non dangereux : 100 000 t/an 385 t/j en moyenne et 1 500 t/j maximum	A

Article 3 : La mise en stockage des déchets dangereux est réalisée conformément aux dispositions techniques fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 1994 modifié susvisé.

Article 4 - Frais

Tous les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 - Délais et voies de recours

En application de l'article L514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6 – Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Chenillé-Champteussé et affichée à la porte de cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par la mairie concernée, et transmis à la préfecture.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 – Modalités d'exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, Madame le sous-préfet de Segré-en-Anjou-Bleu, la colonelle, commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont

une copie sera adressée au maire de la commune de Chenillé-Champteussé ainsi qu'à l'exploitant.

Fait à Angers, le **17 DEC. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire général de la préfecture,

Emmanuel LE ROY